

Extrait du compte rendu de la 243e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Londres, 23-24 janvier 1964)

Légende: Lors de la 243e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel les 23 et 24 janvier 1964 à Londres, les délégations interviennent sur la situation des relations Est-Ouest. Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères Richard Austen Butler partage l'inquiétude du ministre fédéral des Affaires étrangères Gerhard Schröder quant au changement de tactique de l'URSS. Selon eux, les Soviétiques, en raison de leurs difficultés internes, seront obligés de revoir leur stratégie, tandis que les buts du communisme resteront essentiellement les mêmes. En ce qui concerne le désarmement, les deux gouvernements déclarent vouloir soutenir tous les efforts pour aboutir à un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires, mais pas aux dépens de la sécurité occidentale qui est basée sur la force de dissuasion nucléaire. Le ministre français des Affaires étrangères Maurice Couve de Murville approuve les analyses britannique et allemande, mais rajoute que les propositions américaines à la conférence du désarmement ne doivent en aucun cas entraîner une neutralisation ni de l'Allemagne, ni de l'Europe centrale.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 243e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel les 23 et 24 janvier à Londres. II. Consultations politiques. CR (64) 3. Partie I. pp. 14-17; 19. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1963, 01/10/1963-30/11/1965. File 132.15. Volume 1/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_243e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_londres_23_24_janvier_1964-fr-25357cac-df6e-4af6-8811-a3aac902739c.html



Date de dernière mise à jour: 13/10/2016

SECRET

DOSSIER No.

CR (64)3 pt. I.

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 243^e REUNION

DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE ~~LE~~ AU NIVEAU

MINISTERIEL LES 23 et 24 JANVIER A LONDRES

[Président: M. BUTLER]

II. CONSULTATIONS POLITIQUES

1. Relations Est-Ouest

M. SCHROEDER aimerait présenter quelques observations sur la situation politique et économique dans le bloc soviétique et en tirer certaines conclusions pour la politique des gouvernements membres.

De l'avis du Gouvernement fédéral, le changement le plus important survenu dans le monde soviétique est qu'il ne constitue plus le bloc monolithique qu'il était au temps de Staline. Les Etats communistes ne forment plus un front uni; il n'y a plus de parti communiste mondial recevant ses directives du Kremlin. Les caractéristiques individuelles des pays satellites commencent à se faire jour et l'on peut même déceler chez quelques-uns une certaine volonté d'émancipation. La situation intérieure de plusieurs pays satellites est évidemment loin d'être satisfaisante et parfois les changements intervenus dans la structure sociale risquent de porter préjudice à l'autorité gouvernementale, ce qui à son tour pourrait avoir des conséquences imprévisibles; mais l'élan révolutionnaire des pays du bloc soviétique s'est certainement affaibli et chez tous se manifeste un désir grandissant de jouir de la propriété privée, de la sécurité individuelle et par-dessus tout d'un plus grand nombre de biens de consommation. Parmi les intellectuels, le désir d'une plus grande liberté culturelle et scientifique est très répandu.

Devant cette situation, l'attitude des dirigeants soviétiques paraît incertaine et les avis semblent partagés quant à la ligne de conduite à suivre. Certes, il n'existe pas d'opposition officielle à la politique de M. Khrouchtchev. L'armée semble avoir renforcé sa position, mais elle n'est pas opposée à Khrouchtchev. Ainsi ce dernier, bien qu'il doive sans doute tenir davantage compte de certains facteurs tels que les vues des autres leaders du régime et de l'intelligentsia, reste la personnalité dominante du bloc soviétique.

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (64) 3

PARTIE I

En ce qui concerne la non-prolifération des armes nucléaires, M. Schroeder estime que toutes les puissances, nucléaires ou non, y sont intéressées. Son pays a été le premier, en 1954, à renoncer à la fabrication d'armes nucléaires, et il serait heureux que d'autres agissent de même; il soutiendra donc tous les efforts faits pour aboutir à un accord dans ce domaine. Mais un tel accord ne doit pas se faire aux dépens de la sécurité basée sur la force de dissuasion nucléaire, et les pays membres de l'O.T.A.N. doivent être libres de conclure des arrangements multilatéraux pour assurer leur protection. La mise sur pied d'une force nucléaire multilatérale est donc la condition de l'adhésion du Gouvernement de l'Allemagne occidentale à un pacte de ce genre, motivée non par son désir d'obtenir des armes nucléaires, mais par la nécessité d'assurer sa sécurité.

M. Schroeder conclut en disant qu'il ne pense pas que le communisme ait renoncé à son objectif de domination mondiale. Des difficultés se sont élevées au sein du bloc soviétique, ce qui explique la recherche d'une détente, mais l'Est n'est prêt à aucune concession sur les problèmes fondamentaux. Dans ces conditions, l'Occident doit rester sur ses positions.

[Président]

M. BUTLER/n'a que peu de choses à ajouter à la déclaration qu'il a faite à La Haye. Comme M. Schroeder il estime que les Soviétiques, en raison de leurs difficultés économiques, pourraient modifier quelque peu leur tactique, mais que les buts du communisme restent essentiellement les mêmes.

Le message de Nouvel An de M. Khrouchtchev illustre la nouvelle méthode soviétique. Le Gouvernement britannique estime que les Russes reprennent là une tactique familière : une initiative pacifique fortement teintée de propagande, qui ne les engage pas beaucoup mais qu'ils peuvent exploiter quelle que soit la réaction de l'Occident; il s'agit de donner au monde l'image d'un régime s'efforçant d'éliminer toute tension. Il est aussi possible qu'ils aient voulu par là gagner du temps, tandis qu'ils reconsidèrent leur politique. Ce message renferme beaucoup de propositions inacceptables, mais il faut cependant noter que pour un document soviétique, il contient moins de polémique anti-occidentale que d'ordinaire; il est aussi conçu pour irriter non seulement les Chinois, mais encore les Américains.

La réponse britannique, dont le texte a été diffusé à l'O.T.A.N., tient compte des considérations suivantes : Les discussions de l'année passée avec les Soviétiques n'ont apporté de progrès important sur aucun point; les Russes doivent maintenant comprendre que l'Occident n'est pas prêt à payer le prix qu'ils mettent à la conclusion de nouveaux accords de portée limitée : amélioration du statut du régime d'Allemagne orientale, mise en sommeil du projet de force nucléaire multilatérale, dénucléarisation de l'Allemagne et réduction des forces de type classique en Europe. Cependant, si M. Khrouchtchev se refuse aujourd'hui aux concessions nécessaires, il sera peut-être amené à y consentir plus tard; le dialogue peut donc se poursuivre, à condition de ne pas perdre de vue la nécessité absolue de maintenir l'équilibre des forces et la position des Occidentaux.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (64) 3

PARTIE I

Cependant l'Occident doit avoir une ligne de conduite positive, en particulier pour l'opinion publique. On peut supposer que les Russes sont prêts à envisager avec réalisme la possibilité de mesures visant à réduire le risque de guerre; mais il s'agit qu'elles soient efficaces. Le Gouvernement britannique ne voudrait point d'un nouveau pacte Kellogg, simple énoncé de pieuses aspirations sans aucune garantie d'exécution; il ne croit pas non plus qu'il faille se limiter aux conflits territoriaux; il s'agit d'empêcher également les interventions dans les affaires intérieures des autres pays, infiltrations, subversion, etc.

La réponse britannique au message de M. Khrouchtchev portera également sur des questions telles que celle de Berlin, où les Russes cherchent à saper les positions occidentales sans recours à la force; mention spéciale en sera faite. Il s'agit d'obtenir des Soviétiques qu'ils reconnaissent que les droits des Occidentaux et ceux des Berlinois ne peuvent être mis en péril.

M. Butler approuve les cinq points développés par M. Schroeder. Il pense que la question des postes d'observation est, parmi les sujets périphériques, celui qui offre les meilleures chances de progrès; cependant les Russes y mettent des conditions qui pourraient rendre un accord difficile.

Le Ministre a également pris note des observations de M. Schroeder concernant l'accord sur la non-dissémination des armes nucléaires; ici des progrès seraient hautement souhaitables.

Un autre domaine où pourrait être maintenu le contact avec les Russes est la Conférence du désarmement de Genève. Il ne faut pas s'attendre à des résultats immédiats et si M. Butler assiste à la conférence, ce ne sera pas parce qu'il compte sur des résultats spectaculaires. Le Président des Etats-Unis a adressé à la Conférence un message sur lequel le Gouvernement britannique est en substance d'accord. Les Russes tireront sans doute tout le parti possible de leur proposition sur les conflits territoriaux et de la nouvelle version du plan de rétention d'une force de dissuasion minimale jusqu'à la troisième phase du désarmement présentée par M. Gromyko à l'Assemblée générale des Nations Unies. M. Butler estime personnellement que les groupes de travail de Genève devraient entreprendre une étude technique sérieuse des possibilités des problèmes pratiques posés par les propositions de désarmement, car il reste encore beaucoup à faire. Le Gouvernement britannique aimerait voir la Conférence redoubler d'efforts sur la voie d'un désarmement complet; cet esprit d'efficacité pratique, dont les Britanniques se réclameront sans doute prochainement à Genève, est peut-être la politique la plus raisonnable en la matière.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (64) 3

PARTIE I

M. Butler souligne qu'il envisage cette question des relations Est-Ouest avec calme et prudence; sans ignorer qu'il sera difficile de faire des progrès immédiats, il est convaincu qu'il y a lieu de maintenir le contact, aux conditions qu'il a définies. Il n'a que peu à ajouter aux observations de M. Schroeder sur les sujets périphériques. Il était à Berlin au moment de la négociation sur les laissez-passer de Noël et, bien qu'il ait reconnu l'intérêt humanitaire d'un tel accord, il estime avec le Gouvernement fédéral que de telles initiatives doivent être considérées avec prudence, car il ne faudrait pas qu'elles dissimulent de subtiles campagnes visant à confirmer la division de l'Allemagne et à affaiblir la position occidentale.

Mais les graves problèmes de l'avenir de Berlin, de la réunification de l'Allemagne, des frontières allemandes ne doivent pas être perdus de vue. L'initiative doit venir du Gouvernement fédéral, mais le Gouvernement britannique ne refusera jamais son aide si une initiative est prise, pourvu qu'elle ne compromette ou ne modifie point l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Cette offre de collaboration britannique est faite sans rien de particulier en vue; il semble à la vérité qu'il soit trop tôt pour envisager quoi que ce soit qui ait chance de réussir en négociation.

M. Butler énumère quatre facteurs qui à son avis pourraient conduire un jour les Russes à reconsidérer leurs intérêts en Europe centrale: l'unité et la force de l'Occident, l'effort imposé à l'économie soviétique, les tendances centrifuges parmi les satellites et enfin le conflit avec la Chine. Sur le troisième point, il félicite M. Schroeder de l'initiative diplomatique qu'il a prise. Néanmoins, le Gouvernement britannique n'entreprendra rien sans le concours de ses alliés, qui seront tenus pleinement informés de tous les contacts qui auront pu être pris.

En conclusion, M. Butler souligne une fois de plus l'importance capitale qui s'attache à préserver l'unité, la force et les intérêts vitaux de l'Alliance occidentale.

M. SARAGAT a écouté avec un vif intérêt la déclaration de M. Schroeder et celle du Président, et s'accorde dans l'ensemble avec eux. Au sujet de l'attitude de l'Union soviétique à l'égard de l'Occident, le Gouvernement italien estime qu'elle est le résultat d'une politique non pas transitoire, mais durable, dictée par des nécessités stratégiques: les Russes ont compris que la guerre ne pouvait être que totale et de complète destruction. Les difficultés économiques du bloc soviétique ont joué leur rôle, comme le conflit avec la Chine, mais ce ne sont pas les facteurs déterminants. Les Soviétiques semblent vouloir apparaître aux yeux des non-engagés comme les champions de la paix; ils ne paraissent pas manifester l'intention d'aligner leur position sur celle de la Chine.

U.E.O. SECRET

.../...

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (64) 3

PARTIE I

M. Luns approuve la poursuite de conversations "d'exploration" au sujet des problèmes périphériques, mais partage la prudence de M. Butler au sujet de la Conférence de Genève.

Comme les orateurs précédents, il estime aussi que la meilleure garantie de l'Occident réside dans sa force ; tout en pensant qu'il y a des signes d'une possibilité de détente à long terme, M. Luns partage le point de vue de M. Schroeder sur la situation actuelle.

M. COUVE de MURVILLE n'a que peu de choses à ajouter aux déclarations précédentes. Il approuve l'analyse qui a été faite de la situation en l'Union soviétique, caractérisée par la fragmentation du bloc communiste, les difficultés économiques, en particulier dans le domaine de l'agriculture, le lourd fardeau financier de l'Etat, qu'il faut éviter d'augmenter. Il est inévitable que ces divers facteurs aient des conséquences pour l'Occident.

Les problèmes particuliers qui ont déjà été évoqués sont : Berlin, le désarmement et les questions périphériques.

: Au sujet de Berlin, M. Couve de Murville rappelle
: que le Gouvernement fédéral est le principal intéressé. Il
: est donc normal de considérer sa position sur ce problème
: comme déterminante. Le Gouvernement français s'inspire de
: cette considération. La question a un aspect humanitaire,
: car deux parties d'un même peuple se trouvent séparées, mais
: elle a aussi d'importantes conséquences politiques. Le danger
: est que certaines décisions humanitaires aient des répercus-
: sions politiques aboutissant à concrétiser la division de
: Berlin par le mur et à légaliser le gouvernement de Pankow, ce
: que recherchent les Soviétiques.

Au sujet du désarmement et de la reprise de la Conférence de Genève, M. Couve de Murville estime que les points importants sont l'essoufflement constaté en l'Union soviétique en raison du poids écrasant des dépenses militaires ainsi qu'une certaine lassitude des Etats-Unis, qui se révèle, par exemple, peut-être inconsciemment, dans les propositions américaines à la Conférence du désarmement. Il en ressort que les deux camps s'efforcent de maintenir le statu quo, ou au moins d'éviter une accélération de la course aux armements.

Quant aux problèmes périphériques, le Gouvernement français n'a pas d'opinion absolument arrêtée si ce n'est qu'il juge indispensable de ne pas compromettre les positions essentielles. En ce qui concerne plus particulièrement les postes d'observation, le Gouvernement français a toujours douté de leur valeur du point de vue militaire ; il ne semble pas non plus que les autorités militaires de l'OTAN ait des vues très précises à ce sujet ; pour ce qui est des aspects politiques, cependant, la situation est différente : ces propositions ne doivent pas entraîner une neutralisation de l'Europe centrale et de l'Allemagne ; la France est intransigeante sur ce point, car il y va de sa sécurité, et à vrai dire de celle des autres pays occidentaux.

U.E.O. SECRET

SECRET

.../...